

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 17/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OREP PACKAGING

ZI de Vauzelle

37600 Loches

Références : 2023 – 1108 - VAT20230596
Code AIOT : 0010000711

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement OREP PACKAGING implanté ZI de Vauzelle 37600 Loches. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OREP PACKAGING
- ZI de Vauzelle 37600 Loches
- Code AIOT : 0010000711
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société OREP PACKAGING est spécialisée dans l'impression sur films plastiques, soit par héliogravure (impression en creux) soit par flexographie (impression en relief). Elle dispose de 3

unités d'impression par héliogravure et de 3 unités d'impression par flexographie.

Le principe de la flexographie consiste à utiliser un cliché en polymère sur un cylindre préalablement encré, en contact par rotation avec le support à imprimer. Le principe de l'héliogravure consiste quant à lui à utiliser un cylindre gravé qui est trempé dans un encrier ; les alvéoles du cylindre sont alors remplies d'encre qu'elles viennent apposer sur le support à imprimer. Les encres utilisées sont soit des encres solvantées soit des encres aqueuses.

L'établissement dispose également de 4 installations de nettoyage : 3 installations fonctionnant avec des solvants organiques (acétate d'éthyle et « polywash ») dédiées aux lignes d'impression et au nettoyage des clichés, et une machine de nettoyage des cylindres de transfert d'encre, fonctionnant par projection de micro-billes de silice dans une cabine de nettoyage fermée.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 22 février 2022
- rejets atmosphériques
- quelques prescriptions relatives à la prévention du risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Sprinklage	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8.1.3.3.7	NC1* de la visite du 28 septembre 2021, susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 1.6.1	D1 de la visite du 28 septembre 2021, susceptible de suites	Sans objet
2	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.1	R1 de la visite du 28 septembre 2021, susceptible de suites	Sans objet
11	Exutoire de fumées	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.2.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Vérification et entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Etat des stocks des préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.2.1, 8.1.1.2.4 et 8.2.4	/	Sans objet
4	Rejets à l'atmosphère/captation	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.1	/	Sans objet
5	Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 9.2.1	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques / Concentrations	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.5	/	Sans objet
7	Rejets atmosphériques/Flux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.6	/	Sans objet
8	Plan de gestion de solvants	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.4.3	NC3 de la visite du 3 juin 2021, susceptible de suites	Sans objet
10	Autres moyens d'intervention en cas d'incendie (vérifications et entretien)	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de cette inspection sont repris dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative,
Prescription contrôlée : ARTICLE 1.6.1 - PORTER À CONNAISSANCE Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'exploitant n'a pas adressé de porter à connaissance au préfet l'informant de l'augmentation du volume de stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI) avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.
D1 de la visite du 28 septembre 2021 Observations : <u>Constat du 22 février 2022 :</u> Suite aux modifications survenues au sein de la nomenclature des installations classées et notamment la modification de la rubrique 1185, l'exploitant a transmis au préfet le classement actualisé de ces équipements frigorifiques ou climatiques. Dans l'attente de l'instruction du courrier, la demande est maintenue <u>Observations du 12 octobre 2023 :</u> Le courrier du 14 décembre 2021 adressé par l'exploitant au préfet mentionne l'ensemble des équipements frigorifiques ou climatiques présents au sein de l'établissement tout en précisant leurs caractéristiques. Huit équipements y sont mentionnés, représentant une charge totale de 99,1 kg. La rubrique de la nomenclature des installations classées n° 1185.2.a relative à l'emploi de gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 classe, sous le régime de la déclaration, les équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg pour une la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation supérieure ou égale à 300 kg. Par conséquent l'établissement n'est pas classable pour cette rubrique d'activité. En revanche, comme évoqué au point de contrôle n° 3 du présent rapport, le volume de stockage de diisocyanate de diphénylméthane (MDI) est aujourd'hui de 12 tonnes alors que l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 janvier 2014 mentionne un stockage maximum de 4,4 tonnes. L'exploitant a précisé que la fermeture au mois d'août 2023 de la société BOSTIK (fournisseur de MDI pour la société OREP PACKAGING) a conduit ce dernier à effectuer une double livraison en septembre, expliquant le volume de MDI aujourd'hui stocké sur site. L'exploitant a par ailleurs déclaré que les 4,4 tonnes de stockage sont malgré tout régulièrement dépassées. L'exploitant n'a cependant pas adressé de porter à connaissance au préfet l'informant de cette modification avec tous les éléments d'appréciation nécessaires. S'il a été indiqué à l'exploitant qu'un stockage de 12 tonnes ne génère pas de changement de régime de classement de l'établissement sous la rubrique 1158 (seuil du régime de l'autorisation fixé au-delà de 20 tonnes), il convient néanmoins qu'il justifie de la prise en compte des différents enjeux associés (prévention du risque incendie, prévention de la pollution des eaux, prévention des rejets à l'atmosphère, et gestion des déchets).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie défense incendie
Prescription contrôlée : CHAPITRE 7.1 - PRINCIPES DIRECTEURS L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant ne réalise pas d'exercice accident/incident à une fréquence minimale satisfaisante permettant de mettre en oeuvre les procédures d'évacuation du personnel et d'intervention en cas de sinistre. R1 de la visite du 28 septembre 2021 Observations : <u>Observations 22 février 2022 :</u> La réalisation des exercices (21/12/2021 et 11/01/2022) n'a pas été répertorié dans le registre de sécurité. <u>Constats 22 février 2022 :</u> Indiquer dans le registre de sécurité les dates de réalisations des exercices simples d'évacuation et des exercices plus complets avec scénarios d'accident. <u>Observations du 12 octobre 2023 :</u> Des exercices simples d'évacuation sont organisés régulièrement en alternance avec des exercices plus complets avec scénarios d'accident, pour s'assurer de la bonne connaissance et de la bonne application des procédures d'évacuation, mise en sécurité des installations et premières interventions, le retour d'expérience permettant éventuellement d'améliorer ces procédures et les pratiques. L'exploitant a déclaré ne pas avoir réalisé ou jusque-là prévu d'effectuer d'exercices sur l'année 2023. L'exercice effectué le 21 décembre 2021 a simplement consisté à mettre en oeuvre la procédure d'évacuation du personnel sur déclenchement de l'alarme. L'exercice réalisé le 11 janvier 2022 a en revanche consisté à faire évacuer le personnel et à rechercher les causes de son déclenchement, le scénario engagé étant celui d'un renversement accidentel d'acétate d'éthyle. La chaîne de déclenchement de l'alerte (capteur d'ambiance renvoyant une alarme sur le tableau électrique avec information automatique de la société de télésurveillance BOSCH SECURITY SYSTEMS suivi de l'évacuation du personnel et d'une levée de doute ayant permis l'intervention sur site). Le registre de sécurité est aujourd'hui correctement renseigné et mentionne la réalisation de ces exercices. Néanmoins, il conviendrait utilement que ces exercices soient réalisés à une fréquence a minima annuelle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etat des stocks des préparations dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.2.1, 8.1.1.2.4 et 8.2.4		
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks des préparations dangereuses		
Prescription contrôlée : Article 7.2.1 de l'AP du 13 janvier 2014 [...] L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenue à jour.[...]		
Article 8.1.1.2.4 de l'AP du 13 janvier 2014 L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations.[...]		
Article 8.2.4 de l'AP du 13 janvier 2014 L'exploitant tient à jour un état indiquant la quantité de diisocyanate de diphénylméthane (MDI) stockée.[...]		
Constats : Pas de non respect constaté.		
Observations : L'exploitant tient à jour un registre indiquant précisément l'état des stocks des produits présents au sein de l'installation. Notamment, l'état des stocks présenté fait apparaître la présence des volumes et quantités suivantes :		
<u>Catégorie</u>	<u>Quantité autorisée</u>	<u>Quantité présente le 12 octobre</u>
		<u>2023</u>
Acétate d'éthyle	38 m ³	20 m ³
Alcool éthylique (éthanol)	30 m ³	14,28 m ³
Solvants usagés de nettoyage	30 m ³	0 m ³
		(pompés et enlevés le jour de l'inspection)
Encres	50 t	48,2 t
Solvants divers	1 m ³	0,08 m ³
MDI	4,4 t	12 t
L'état des stocks est correctement tenu à jour.		
Il a néanmoins été constaté la présence de 12 tonnes de diisocyanate de diphénylméthane (MDI) : colles sans solvants. Cette information n'est pas conforme aux éléments du dossier de demande d'autorisation et notamment le classement des activités répertoriées sous la rubrique 1158-B-2 rappelé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 13 janvier 2014. L'exploitant doit par conséquent adresser un rapport à connaissance au préfet l'informant de cette modification, avec tous les éléments d'appréciations nécessaires (cf point de contrôle n°1 du présent rapport		
Type de suites proposées : Sans suite		
Proposition de suites : Sans objet		

N° 4 : Rejets à l'atmosphère/captation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/captation
Prescription contrôlée : Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant a déclaré que les installations d'impression et de nettoyage (3 unités d'héliogravure, 3 unités de flexographie, 2 installations de nettoyage héliogravure, les machines de nettoyage des clichés et des cylindres), à l'origine d'émissions atmosphériques, sont munies d'extracteurs d'air, le collecteur installé en toiture dirigeant ensuite les rejets atmosphériques vers l'incinérateur. Le raccordement des évacuations de l'atelier de dosing à l'incinérateur a été étudié. Néanmoins, l'exploitant n'a, à ce jour, pas trouvé de solutions techniques permettant d'atteindre cet objectif à un coût raisonnable au vu de la configuration des installations et gain environnemental associé. L'incinérateur se compose de deux brûleurs et de trois chambres de combustion (dont 2 de délestage). Il fonctionne en autothermie, ne nécessitant qu'un préchauffage pour la mise en route, la température moyenne des chambres étant de 800 °C. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets à l'atmosphère/Autosurveillance
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques font l'objet d'une auto-surveillance à une fréquence : <ul style="list-style-type: none">• annuelle pour les paramètres suivants : CH₄, NO_x, CO,• semestrielles pour les COVt
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : L'exploitant a présenté les 3 derniers rapports de campagnes d'analyses réalisées sur le site. Ces campagnes d'analyses ont respectivement été réalisées par l'APAVE le 3 juin 2022, la SOCOTEC le 27 octobre 2022 (contrôle inopiné), et l'APAVE le 6 juillet 2023. Les fréquences d'autosurveillance des différents paramètres concernés sont respectées. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets atmosphériques / Concentrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques / Concentrations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• COV totaux exprimés en carbone total : 20 mg/Nm³ (1),• NOx exprimés en équivalent NO2 : 100 mg/Nm³,• CH4 : 50 mg/Nm³,• CO: 100 mg/Nm³. <p>(1) La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses de COV de l'ensemble des installations ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Le résidu de solvant dans le produit fini n'est pas considéré comme faisant partie des émissions diffuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non respect constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p>La société OREP PACKAGING a fait l'objet, par le passé, de dépassements en monoxyde de carbone (notamment 215 mg/Nm³ en novembre 2020). L'expertise diligentée consécutivement par l'exploitant a fait valoir que cette anomalie provenait des têtes de brûleur de l'incinérateur dont le remplacement a été effectué le 6 janvier 2022 par la société MEP.</p> <p>Depuis, les résultats d'analyses (notamment les trois dernières analyses mentionnées au point de contrôle n° 5 du présent rapport) sont en tout point conformes, en concentration, pour les différents paramètres à analyser. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets atmosphériques/ Flux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques/ Flux
Prescription contrôlée : Les flux de polluants rejetés à l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : <ul style="list-style-type: none">• COV totaux exprimés en carbone total : 1,14 kg/h,• NOx exprimés en équivalent NO2 : 5,7 kg/h,• CH4 : 2,85 kg/h,• CO: 5,7 kg/h..
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Sur les 3 dernières campagnes d'analyses réalisées mentionnées au point de contrôle n° 5 du présent rapport, aucun dépassement n'a été observé en flux concernant l'ensemble des paramètres concernés. Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion de solvants (PGS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion de solvants (PGS)
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants (PGS), mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet le plan de gestion des solvants annuellement, avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire sa consommation de solvants. Le PGS peut-être établi conformément au guide INERIS en vigueur à la date de réalisation ou de mise à jour du plan (22/02/2009 au jour de notification du présent arrêté). Les masses mises en œuvre dans le PGS sont exprimées en tonnes de solvants et non en équivalent carbone.
Constats : Pas de non respect constaté.

NC3 de la visite du 3 juin 2021

Observations :

Le PGS présenté pour 2020 lors de la visite du 3 juin 2021 ne comportait pas de chapitre traçant précisément les actions engagées par le passé et les axes de réflexion en cours permettant de réduire ou de supprimer l'émission des solvants consommés.

Observation 22 février 2022 :

L'exploitant a déclaré que l'action va être mise en place lors de la rédaction du prochain PGS (mars 2022).

Constat 22 février 2022 :

Dans l'attente, la non-conformité est maintenue : Le PGS présenté lors de la visite du 3 juin 2021 ne comporte pas de chapitre traçant précisément les actions engagées par le passé et les axes de réflexion en cours permettant de réduire ou de supprimer l'émission des solvants consommés.

Le PGS 2022, dont le dernier exemplaire a été présenté à l'inspection des installations classées le jour de l'inspection, a fait l'objet d'un examen approfondi au cours de la visite.

Comme il se doit, le PGS étudié établit le bilan matière des entrées et des sorties des solvants organiques sur l'ensemble des installations consommatrices de ces solvants et évalue les émissions totales canalisées et diffuses de COV.

Ce document a été actualisé pour prendre en compte le constat effectué lors des précédentes inspections sur l'absence des chapitres traçant précisément les actions engagées par le passé et les axes de réflexion en cours permettant de réduire ou supprimer l'émission des solvants consommés.

La consommation de solvants de l'établissement OREP PACKAGING, en augmentation constante entre 2011 et 2018 (passage de 1643 tonnes de solvants consommés en 2011 à 1930 tonnes en 2018), est en diminution depuis 2019 (1910 tonnes en 2019, 1775 tonnes en 2020, 1762 tonnes en 2021, 1621 tonnes en 2022).

Pour rappel, les émissions atmosphériques totales de COV issues du fonctionnement des installations prises en compte dans le dossier de demande d'autorisation ayant abouti au 1^{er} AP d'autorisation du 18 juillet 2003 se montaient à 501,5 tonnes pour 164,9 tonnes de rejets diffus représentant 14,6 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations (consommation de 1130 tonnes de solvants).

Il convient de noter que les émissions atmosphériques totales de composés organiques volatils issues du fonctionnement des installations font également l'objet d'une diminution significative au fil des années consécutivement aux différentes actions engagées en ce sens par l'exploitant : 200,9 tonnes en 2014, 148,4 tonnes en 2016, 122,1 tonnes en 2018, 104,4 tonnes en 2020, 107,9 tonnes en 2022.

La part des émissions diffuses de COV se monte par ailleurs à moins de 10 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des installations. Elle a été en constante diminution jusqu'en 2018 puis s'est stabilisé par la suite (10,90 % sur l'année 2014, 7,8 % sur l'année 2016, 6,17 % en 2018, 5,55 % en 2020, 6,33 % en 2022). Ces résultats sont conformes au seuil réglementaire des émissions diffuses à ne pas dépasser fixé à 20 % de la quantité de solvants utilisée pour l'ensemble des

installations (cf dispositions de l'article 3.2.5 de l'AP du 13 janvier 2014).
<p>Ces dernières années, cinq nouveaux équipements ont été raccordés à l'épurateur thermique en place sur le site, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 unités de nettoyage des équipements des lignes d'impression par héliogravures n° 1, n° 2, et n° 3, • une complexe mise en service en 2014 (DCM, type LAMINASTAR 2 COMBI), • une machine d'impression par héliogravure (COMXI F4) en remplacement d'une machine d'impression par flexographie (F8), par ailleurs totalement fermée et donc sans émission de solvants diffus, • une installation dite de « dosing » des encres mise en service en 2017 dans le magasin de stockage des encres et vernis (investissement d'environ 675 000 euros) permettant d'optimiser la gestion des encres neuves et de récupération en préparant les encres prêtes à l'emploi in situ, et réduire ainsi les quantités mises en œuvre, • des améliorations ont été apportées dans la collecte des déchets solvantés, conséquence des investissements et actions engagées dans les ateliers pour limiter les rejets diffus, • l'entretien des machines d'impression, des machines à laver, de l'épurateur thermique et le remplacement de pièces diverses a conduit entre 2019 et 2022 à une diminution des quantités de solvants mises en jeu et à un traitement plus efficace des émissions. <p>Une attention particulière a également été portée sur le type de produits à l'origine des émissions de composés organiques volatils mis en œuvre sur site (194 références de ces produits sont utilisées sur le site entre les colles, les encres, les vernis, et les solvants de nettoyage). Tous sont clairement identifiés au sein du PGS, notamment par leur dénomination, leur consommation, le pourcentage de composés organiques volatils, la part des émissions à l'atmosphère, leurs mentions de danger. Trois références de produits utilisés présentent notamment des mentions de danger H351 sans pour autant comporter d'halogène.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : sprinklage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 8.1.3.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de sprinklage (vérification et entretien)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens d'intervention constituant le système de défense incendie de l'établissement sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances.</p>
<p>Constats :</p> <p>La vérification semestrielle des installations de sprinklage montre des non-conformités susceptibles de mettre en échec le système de sprinklage sur certains stockages sur racks (au nombre de trois).</p>

NC1* de la visite du 28 septembre 2021

Observations :

Observation 22/02/2022 :

Vu le rapport de vérification semestrielle du système sprinkleur.

référence : 370026

date du rapport : 04/01/2022

organisme : TYCO

Il reste 4 observations dans le rapport liées aux hauteurs de stockage (cheminée insuffisamment dégagée ; stockage de polymère de 3,5>2,2m ; bobines d'impression de 5,4m>4,2m et films plastiques de 4m>2,2m).

Constat 22/02/2022 :

La non-conformité est maintenue : La vérification semestrielle des installations de sprinklage montre des non-conformités récurrentes.

Observation du 12 octobre 2023 :

Deux des quatre anomalies présentes au niveau des installations de sprinklage lors de la précédente inspection ont été soldées par la diminution des hauteurs de stockage sur rack des polymères (hauteur de stockage ramenée à 2,20 m) et des bobines d'impression (hauteur de stockage ramenée à 4,20 m).

Néanmoins, la dernière vérification semestrielle des installations de sprinklage réalisée par la société TYCO le 21 mars 2023 révèle l'existence de cinq anomalies, dont deux récurrentes mentionnées ci-dessus :

- les cheminées entre rack de stockage de matières premières restent insuffisamment dégagées, un espace de 15 cm entre deux palettes devant être conservé sur toute la hauteur du stockage. L'exploitant a déclaré ne pas trouver de solutions techniques, un écartement supplémentaire des racks en question ne permettant plus aux chariots élévateurs de circuler et de manœuvrer correctement dans les allées.
- le stockage sur rack de films plastiques se fait sur une hauteur de 4 m alors qu'il devrait être limité à 2,20 m. L'exploitant a indiqué ne pas bénéficier de volume de stockage disponible permettant de diminuer la hauteur de ces stockages.

Trois autres anomalies sont apparues :

- Les allées de stockages n'étaient pas maintenues libres : l'exploitant a fait le nécessaire pour dégager les allées concernées. Les allées de l'établissement entre racks de stockage ont toutes été observées libre lors de l'inspection.
- Les essais hebdomadaires n'étaient plus effectués : l'exploitant y a remédié, ces essais sont de nouveau réalisés à une fréquence hebdomadaire.
- un autre stockage de matière première du magasin fourniture s'avère trop élevé alors qu'il ne doit pas dépasser 3,20 m : l'exploitant n'a pas résolu ce problème.

Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale

Proposition de suites : Sans objet

Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Autres moyens d'intervention en cas d'incendie (vérifications et entretien)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Autres moyens d'intervention en cas d'incendie (vérifications et entretien)
Prescription contrôlée : Les équipements d'intervention en cas d'incendie sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas de non respect constaté.
Observations : Le parc "extincteurs" de l'établissement (environ 180 équipements) a été vérifié par la société CHUBB le 2 décembre 2022. Les robinets d'incendie armés (RIA), au nombre de 24, régulièrement répartis sur le site, ont tous été vérifiés par l'intermédiaire des interventions de la société JOHNSON CONTROLS du 21 mars 2023 et de la société ATLANTIQUE AUTOMATISMES INCENDIE du 18 novembre 2022. Les appareils défaillants ont fait l'objet d'actions correctives. Ces vérifications sont enregistrées sur le registre de sécurité. Ces éléments d'informations n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Exutoire de fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Exutoire de fumées
Prescription contrôlée : Les locaux sont équipés en partie haute d'exutoires de fumée, gaz de combustion et chaleur dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle et leur surface ne doit pas être inférieure à 2 % de la surface géométrique de la couverture.
Constats : Deux exutoires de fumées doivent faire l'objet d'actions correctives en vue de leur mise à niveau.
Observations :

<p>L'établissement est équipé d'exutoires de fumées dont la surface totale est supérieure à 2 % de la surface géométrique de couverture des bâtiments. Ces dispositifs sont effectivement à commande automatique et manuelle. Ils ont tous été vérifiés par l'intermédiaire de deux vérifications réalisées respectivement par la société CHUBB le 17 novembre 2022 et la société KINGSPAN le 17 mai 2023.</p> <p>De ces vérifications ressortent néanmoins deux anomalies ayant fait l'objet d'un devis de la société KINGSPAN dont l'intervention a été validée le 7 septembre 2023. Les travaux attendus restent à exécuter.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Vérification et entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification et entretien des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée à une périodicité annuelle par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux anomalies électriques génèrent un risque d'incendie (présence de poussières au niveau d'armoires électriques).</p>
<p>Observations :</p> <p>Les installations électriques de l'établissement ont fait l'objet de vérifications par l'APAVE en octobre 2022 et en janvier 2023. Ces vérifications sont renouvelées automatiquement annuellement, la nouvelle vérification étant prévue avant la fin du mois d'octobre 2023.</p> <p>Les certificats Q18 établi consécutivement aux derniers contrôles identifient deux anomalies générant un risque d'incendie et d'explosion de par la présence de poussières au sein des armoires électriques.</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces anomalies feraient l'objet d'actions correctives durant la période de fermeture de l'établissement entre Noël et le jour de l'an.</p> <p>L'exploitant a également justifié de la réalisation d'un examen par thermographie des installations électriques, réalisé par la société SEFI le 14 septembre 2023, sans conclure à la moindre anomalie.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet